

*Martin Blatrain*

---

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste

Bruxelles, Belgique, 7-8 décembre 1995

Discours de

**PIERRE MAUROY**

**Président de l'Internationale Socialiste**

Vérifier au moment de la remise



**Conseil de l'Internationale socialiste  
Bruxelles  
7 décembre 1995**

**Intervention de Pierre Mauroy  
Président de l'Internationale socialiste**

Chers Amis,

Nous tenons aujourd'hui notre dernier Conseil international avant notre prochain congrès. Nous le tenons dans un lieu symbolique à la fois de la démocratie et de la construction européenne et je remercie Pauline Green qui introduira le débat sur l'Europe dans quelques minutes. Nous le tenons avec des délégations nombreuses. Je m'en réjouis pour notre Internationale. Et s'il m'est impossible de saluer chacun d'entre vous, permettez-moi de faire quelques exceptions.

Après notre Conseil du Cap, je suis heureux de saluer la présence de délégations de pays d'Afrique australe et de rappeler que l'ANC vient de remporter une nouvelle et éclatante victoire lors des élections municipales, améliorant encore le score déjà brillant des élections législatives. S'agissant toujours de l'Afrique, je veux dire notre solidarité à notre camarade Laurent Gbagbo qu'une décision inique a empêché, momentanément j'en suis sûr, d'être élu à l'Assemblée nationale ivoirienne. Je salue aussi la présence d'Abel Goumba qui, depuis plus de trente-cinq ans, se bat avec courage et opiniâtreté pour la démocratie en Centrafrique.

Je suis également très heureux de retrouver ici tous les vice-présidents d'Amérique latine et d'Amérique centrale - sans exception -, et à travers eux nos partis du Continent.

Je veux enfin saluer la présence des délégations d'Asie et notamment la délégation japonaise conduite par Makato Tanabé - qui a animé les travaux du Comité Asie, il y a quelques mois, à Sidney, sur les essais nucléaires - et saluer tout particulièrement la délégation conduite par le Président du Janata Dal indien avec lequel nous entretenons des relations régulières et dont la demande d'adhésion suit normalement son cours.

Chers Amis, depuis notre dernier Conseil, élections locales, élections nationales, référendums se sont comme d'habitude succédés et beaucoup mériteraient des commentaires. Il y a en tout cas deux succès que je voudrai souligner non seulement parce qu'ils sont éclatants mais aussi parce qu'ils sont significatifs au-delà de leur pays.



La seconde conclusion concerne la situation dans l'Europe centrale et orientale et la politique suivie par notre Internationale. La chute du communisme a provoqué un mouvement brusque de balancier : ici vers le nationalisme, là vers l'ultra-libéralisme, le plus souvent en tout cas vers la droite. Et, partout, la social-démocratie a dans un premier temps été battue. Aujourd'hui, je crois que nous pouvons dire sans nous tromper que la situation a profondément changé : la droite est bien souvent vaincue et des forces proches de nous emportent des succès exemplaires, les exemples hongrois et polonais étant spectaculaires mais pas isolés.

Ce constat doit nous conforter dans notre ligne politique et stratégique. La présidence de Willy Brandt a ouvert une phase d'expansion géographique de notre organisation qui, jusque là, était principalement européenne : et, peu à peu, l'Internationale est devenue de plus en plus internationale. Notre congrès de Berlin a symbolisé une nouvelle phase : celle de la fermeture d'une parenthèse idéologique qui avait déchiré aussi bien l'Europe que le mouvement ouvrier. Au-delà même de la confortation de cette ligne stratégique - qui ne s'est d'ailleurs pas limitée à l'Europe mais a eu également des répercussions en Afrique australe par exemple -, nous pouvons désormais affirmer que notre prochain congrès sera l'occasion d'accueillir dans la quasi-totalité des pays d'Europe centrale et orientale un partenaire représentatif. Ce qui veut dire que l'Internationale, son Comité pour l'Europe centrale et orientale et son Forum, créés pour répondre à cette situation inédite et difficile, ont pleinement joué leur rôle historique et rempli positivement leur mission. Je veux en remercier tous ceux qui m'ont aidé dans cette tâche et notamment leurs animateurs Piero Fassino et Heinz Fischer.

Reste cependant le cas particulier de l'ex-Union Soviétique. Particulier parce que ni la démocratie, ni le marché, ni la social-démocratie ne s'y sont jamais durablement implanté. Particulier parce que le communisme y a duré soixante-dix ans. Particulier parce que le choix de nos partenaires est particulièrement difficile. Le Comité et le Forum se sont réunis à Moscou au début du mois de novembre. Nous avons des relations privilégiées avec les sociaux-démocrates dirigés par Vassily Lipitski - qui est, comme souvent, parmi nous -, nous conservons des relations suivies avec Yablinski, Gorbatchev ou Iakovlev et nous reconnaissons les efforts réalisés par le gouvernement Tchernomyrdine dont les tentatives pour stabiliser la situation économique et pour résoudre pacifiquement le conflit en Thétchénie méritent d'être saluées. Pour la première fois dans l'histoire russe, des élections législatives doivent se tenir dans quelques jours à la date prévue. Nous souhaitons, et je le dis avec fermeté, que tel soit bien le cas, comme d'ailleurs pour l'élection présidentielle, car ce serait un gage de stabilité politique et institutionnelle.



La troisième conclusion concerne la construction de l'Union européenne. Si l'on regarde les thèmes sur lesquels se sont faits les élections polonaises et portugaises, mais aussi les élections suisses où nous avons également remporté un beau succès, on constate que partout c'est autour d'un engagement clairement européen que nous l'avons emporté. Au moment où, à l'approche d'échéances décisives, on sent le scepticisme progresser, c'est une leçon à méditer : réfléchir pour savoir quelle Europe on construit, toujours ! Infléchir ce qui se fait, donner un contenu plus démocratique et plus social, bien sûr ! Mais fléchir, nous devons écarter cette tentation mortelle !

Restent deux remarques que je veux faire au nom de l'Internationale. En premier lieu, je suis de plus en plus convaincu que le seul cadre acceptable par nos peuples et digne de la période que nous vivons n'est pas celui de l'Europe d'une histoire révolue mais celle de la géographie de toujours : cela veut dire que l'élargissement de l'Union européenne doit être davantage qu'une perspective. En second lieu, si nous approuvons le principe d'une Europe plus intégrée entre certains pays seulement, au moins pour un temps, c'est parce que nous avons la conviction que l'Europe doit se doter des instruments lui permettant de peser sur la scène mondiale pour que, demain, un nouveau système monétaire plus stable voit le jour, qu'un système financier mieux maîtrisé soit mis en place, que l'influence des spéculateurs soit réduite et qu'une baisse des taux d'intérêts s'engage enfin.

Le second thème sur lequel je veux intervenir est celui de la paix. La paix a toujours été l'un des combats majeurs des socialistes. Et, parce que le socialisme est incompatible avec toutes les formes de dérives du nationalisme, parce que le socialisme ne saurait être un dogmatisme, parce que le socialisme récuse tous les intégrismes, nous avons été dans ce siècle les meilleurs défenseurs de la paix. Et, aujourd'hui, ce combat reste plus que jamais d'actualité. Nous reviendrons cet après-midi sur les progrès réalisés au Moyen-Orient. Mais il y a trois autres conflits que l'actualité la plus récente nous oblige d'évoquer.

Le premier concerne l'Irlande du Nord. Je suis heureux que John Hume soit présent parmi nous. Nous saluons son combat et son courage et nous soutenons de toutes nos forces les efforts qu'il fournit, avec Dick Spring que je n'oublie pas, avec les travaillistes britanniques aussi, pour mettre fin à l'un des plus vieux et des plus terribles conflits qu'ait connus notre continent.

Le second concerne l'Algérie. Un processus électoral très imparfait - nous l'avons dit en son temps - vient de s'y dérouler. Et pourtant, par sa participation, le peuple a voulu montrer qu'il souhaite l'ouverture d'un dialogue pour aller vers la démocratie et la paix.



Nous espérons que chacun saura saisir cette chance : le pouvoir d'abord, les islamistes ensuite qui sont aujourd'hui divisés et qui, comme dans d'autres pays, hésitent entre les urnes et les armes, les forces de progrès et de liberté, y compris les plus proches de nous, qui ont été pris pour cible avec le lâche assassinat d'Embarek Mahiou et ont un rôle important à jouer si elles le veulent.

Le troisième conflit concerne l'ex-Yougoslavie où je me suis rendu au nom de l'Internationale au mois de novembre dernier. Nous devons soutenir le processus de Dayton car lui seul pourra changer le rapport de forces entre les nationalistes et les partisans de la paix. Tous les camarades que nous avons rencontrés là-bas nous l'ont dit : seule la paix offre l'occasion de faire entendre notre message. Nous devons désormais mobiliser nos villes, nos pays et l'Union européenne pour que les efforts nécessaires à la reconstruction soient engagés. Nous devons mobiliser nos partis et nos fondations pour aider nos camarades de la gauche démocratique qui luttent dans des conditions très difficiles. Notre congrès définira quelles formes statutaires traduiront les liens privilégiés tissés avec le Président Kucan de Slovénie et avec le Président Gligorov de l'ancienne République yougoslave de Macédoine - victime, lui aussi, d'un ignoble attentat au lendemain d'un accord signé avec le gouvernement de notre camarade Andréas Papaandréou - et j'adresse une pensée très amicale à l'un et à l'autre -. Nous devons aussi soutenir les sociaux-démocrates de Croatie, qui ont progressé aux dernières élections et représentent l'opposition au Président nationaliste Tudjman. Nous devons enfin favoriser l'union des sociaux-démocrates bosniaques - et le maire de Tuzla s'exprimera tout à l'heure -, et aider les sociaux-démocrates serbes et monténégrins.

Reste à savoir, ici comme ailleurs, de quelle paix il s'agit, sur quels principes elle repose, sur quelle valeurs elle s'appuie. Nous sommes pour la paix mais nous ne sommes pas pour la paix à n'importe quel prix. Nous sommes pour une paix qui soit celle du droit et notamment des droits fondamentaux de la personne humaine. Ainsi, s'agissant de l'ex-Yougoslavie, nous avons été parmi les premiers à souhaiter la mise en place d'un tribunal international pour que les criminels de guerre, quel que soit leur rang, quelle que soit leur nationalité, sachent qu'ils ont et qu'ils auront des comptes à rendre à la communauté internationale. On peut regretter le manque de moyens de ce tribunal. Mais quarante-deux serbes de Bosnie ont été inculpés. Aller jusqu'au bout des procédures en cours est non seulement une obligation morale par rapport aux victimes mais aussi un signe symbolique pour l'avenir, un nouveau moyen de prévention et de dissuasion.

Enfin, et j'en terminerai par là, c'est parce que nous sommes pour une paix qui ne repose plus sur la terreur nucléaire de la destruction totale de notre planète que nous condamnons aussi fermement les essais nucléaires.



Nous l'avons fait au Cap. J'ai interpellé à nouveau, en France, il y a moins d'une semaine à la tribune du Sénat, le gouvernement français. J'ai dit avec force qu'après le moratoire engagé à l'initiative de la François Mitterrand en 1992 et suivi par toutes les puissances nucléaires à l'exception de la Chine ; après la reconduction illimitée, par cent soixante quinze pays, du traité de non-prolifération ; au moment où avançaient les négociations, engagées il y a plus de trente ans, sur l'interdiction des essais nucléaires, cette décision intervenait à contre-courant et à contresens de l'histoire. J'ai dit notre crainte qu'elle menace la logique de désarmement et qu'elle donne le mauvais exemple au moment où le risque réel est celui de la dissémination nucléaire. J'ai dit combien une telle décision avait sous-estimé gravement la sensibilité de l'opinion publique internationale et les réactions des gouvernements.

Mes Chers Amis, nous sommes pour la paix et ce combat a toujours été difficile : notre Internationale s'est brisée par deux fois sur la question de la paix et de la guerre.

Nous sommes pour la paix et ce combat a souvent été douloureux. Nous écouterons aujourd'hui ceux qui, comme John Hume, ont été des artisans courageux de la paix. Nous n'oublions pas ceux qui comme le président Gligorov en Macédoine, ont payé de leur sang ce combat. Nous avons une pensée bien sûr pour ceux qui, comme Embarek Mahiou en Algérie et Itzhak Rabin en Israël, l'ont payé de leur vie. Et nous savons qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour honorer chacun d'entre eux que de continuer, encore et toujours, ce combat.



**Conseil de l'Internationale socialiste  
Bruxelles  
7 décembre 1995**

**Hommage de Pierre Mauroy  
à Itzhak Rabin**

Il est des circonstances qui bousculent et bouleversent tous les ordres du jour préparés à l'avance. Il est des événements qui imposent de s'adapter aux évolutions de la vie et, parfois, aux épreuves de la mort. Il y a un mois, notre très regretté Itzhak Rabin tombait sous les balles d'un extrémiste israélien. Et aujourd'hui rassemblés dans notre Conseil de l'Internationale socialiste, nous savons que le temps n'a érodé ni notre tristesse ni notre colère.

A Berlin, Itzhak Rabin s'était exprimé devant notre congrès. Avec émotion, parce qu'il était dans l'ancien Reichstag. Avec détermination, parce qu'il évoquait déjà la formule : "les territoires contre la paix". Avec lucidité enfin, parce qu'il demandait "du temps". Le temps, il en aura eu suffisamment pour faire progresser la paix et la rendre irréversible. Il n'en aura pas eu assez pour conduire le processus jusqu'à son terme.

Itzhak Rabin restera dans les mémoires comme un homme d'Etat courageux. Nous n'oublierons pas quant à nous qu'il était aussi un socialiste. Et nous n'oublierons pas non plus tous ceux qui ont oeuvré pour la paix : Shimon Peres, qui a la lourde responsabilité de poursuivre cette mission ; la gauche israélienne ; le parti travailliste norvégien dont on sait, chère Gro Brundtland, le rôle dans les accords d'Oslo ; le comité Moyen-Orient présidé par Hans-Jürgen Wischniewski, qui a le premier permis le dialogue ; et, bien sûr, l'OLP qui a montré de l'intelligence et du courage.

J'ai représenté notre Internationale à Jérusalem pour l'enterrement d'Itzhak Rabin. J'ai mesuré l'émotion du peuple et des personnalités présentes. J'ai entendu ces discours qui se sont succédés, en hébreu, en arabe ou en anglais. J'ai compris que ces mots et ces langues différentes portaient un même message qui saisissait la foule rassemblée et le monde endeuillé, un même espoir, au-delà de notre colère et de notre tristesse, de voir cette mort servir une dernière fois et même accélérer la paix.

En présence de Yasser Abdel Rabbo, ministre de la culture de l'autorité palestinienne, je présente à Yossi Bellin, ministre délégué auprès de Shimon Peres, et à tous nos camarades israéliens, nos condoléances attristées.

Je vous demande de respecter une minute de silence pour Itzhak Rabin et pour Embarek Mahiou, notre camarade du Front des Forces Socialistes, assassiné lui aussi il y a un mois.